



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/41/518
S/18277

14 août 1986

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante et unième session

Points 49, 50, 56, 57, 59, 62, 63, 64

et 67 de l'ordre du jour provisoire*

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS

EXPERIMENTALES D'ARMES NUCLEAIRES

NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE

D'INTERDICTION COMPLETE DES ESSAIS

NUCLEAIRES

PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS

DANS L'ESPACE

APPLICATION DE LA RESOLUTION 40/88 DE

L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A LA

CESSATION IMMEDIATE ET A L'INTERDICTION

DES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES

INTERDICTION DE LA MISE AU POINT ET DE

LA FABRICATION DE NOUVEAUX TYPES D'ARMES

DE DESTRUCTION MASSIVE ET DE NOUVEAUX

SYSTEMES DE TELLES ARMES

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE CLOTURE

DE LA DOUZIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS

ET DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE

GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

RELATION ENTRE LE DESARMEMENT ET LE

DEVELOPPEMENT

CONSEIL DE SECURITE

Quarante et unième année

Lettre datée du 14 août 1986, adressée au Secrétaire général par les
représentants permanents de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du
Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Nous vous prions de bien vouloir faire distribuer aux Etats Membres la
Déclaration de Mexico, adoptée par S. Exc. M. Raúl Alfonsín, président de
l'Argentine, S. Exc. M. Andreas Papandreou, premier ministre de la Grèce,

* A/41/150.

S. Exc. M. Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, S. Exc. M. Miguel de la Madrid, président du Mexique, S. Exc. M. Julius Nyerere, premier président de la République-Unie de Tanzanie et S. Exc. M. Ingvar Carlsson, premier ministre de la Suède comme document officiel de l'Assemblée générale (annexe I), au titre des points 49, 50, 56, 57, 59, 62, 63, 64 et 67 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Dans le même but, nous joignons à la présente des copies des lettres adressées ce jour à S. Exc. M. Mikhail Gorbatchev, secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (annexe II), et à S. Exc. M. Ronald Reagan, président des Etats-Unis d'Amérique (annexe III), par S. Exc. M. Raúl Alfonsín, président de l'Argentine, S. Exc. M. Andreas Papandreou, premier ministre de la Grèce, S. Exc. M. Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, S. Exc. M. Miguel de la Madrid, président du Mexique, S. Exc. M. Julius Nyerere, premier président de la République-Unie de Tanzanie et S. Exc. M. Ingvar Carlsson, premier ministre de la Suède.

Le Représentant permanent de l'Argentine
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,
(Signé) Marcelo DELPECH

Le Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,
(Signé) Mario Moya PALENCIA

Le Représentant permanent par intérim
de la Grèce auprès de l'Organisation
des Nations Unies,
(Signé) Dimitrios NEZERITIS

Le Représentant permanent de la
République-Unie de Tanzanie
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,
(Signé) Wilbert K. CHAGULA

Le Représentant permanent de l'Inde
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,
(Signé) Natarajan KRISHNAN

Le Représentant permanent par
intérim de la Suède auprès de
l'Organisation des Nations Unies,
(Signé) Sten STROMHOLM

ANNEXE I

Déclaration de Mexico, adoptée à Ixtapa le 7 août 1986

Nous nous réunissons aujourd'hui pour proclamer le droit de l'humanité à la paix et réaffirmer notre engagement de protéger ce droit afin d'assurer la survie de la race humaine.

Il y a exactement 41 ans, la mort et l'horreur se sont abattues sur Hiroshima. La guerre la plus effroyable que l'histoire ait connue a pris fin, et le cauchemar nucléaire de la planète a commencé. Depuis lors, nous vivons en sursis. Tout ce qui est précieux et beau, tout ce que la civilisation humaine s'est efforcée d'atteindre et a atteint pourrait, en un rien de temps, être réduit en poussière radioactive.

Pendant 40 ans, la responsabilité de mettre fin à la course aux armements a incombé presque exclusivement aux Etats dotés d'armes nucléaires, pendant que le reste du monde, plongé dans l'anxiété, était confiné dans le rôle de spectateur. La course aux armements nucléaires s'est poursuivie et intensifiée. Face au danger d'annihilation collective qui en résulte, la distinction entre puissants et faibles perd toute signification. C'est pourquoi nous sommes déterminés à faire en sorte que des pays comme les nôtres, qui ne possèdent pas d'arsenaux nucléaires, participent activement à tous les aspects du désarmement. Protéger la planète est une tâche qui incombe à tous les peuples qui y vivent. Nous ne pouvons accepter qu'une poignée de pays décident du sort du monde entier.

Les accidents tragiques qui ont eu lieu récemment à la centrale nucléaire de Tchernobyl et lors du lancement de la navette spatiale Challenger ont montré, une fois de plus, combien est fragile une sécurité fondée exclusivement sur des techniques complexes. Le fait qu'un accident survenu dans une centrale nucléaire destinée à des fins pacifiques ait de telles répercussions sur le plan international nous montre très clairement les conséquences effroyables que pourrait avoir l'utilisation d'une fraction même infime des armes nucléaires qui existent dans le monde. Pour éviter un nouvel Hiroshima à l'échelle mondiale, il ne suffit pas d'accumuler des connaissances ou des techniques nouvelles, il faut davantage de sagesse. Nous demandons instamment la conclusion d'un accord international interdisant l'utilisation de tous les types d'armes nucléaires.

En janvier 1985, notre groupe s'est réuni à New Delhi pour examiner le danger que présente l'accélération de la course aux armements nucléaires. A cette occasion, nous avons lancé un appel pour qu'il soit mis fin immédiatement aux essais nucléaires en tant que préalable à la conclusion d'un traité d'interdiction générale de ces essais, pour que cessent la production et la mise en place de toutes les armes nucléaires et de leurs vecteurs et pour que les essais, la production et le déploiement d'armes dans l'espace soient interdits. De même, nous avons exprimé notre espoir que les Etats-Unis et l'Union soviétique progresseront rapidement dans leurs négociations bilatérales visant à l'élimination de toutes les armes nucléaires. Depuis lors, nous avons accueilli avec satisfaction la déclaration du président Reagan et du secrétaire général Gorbatchev, en novembre 1985, selon laquelle "une guerre nucléaire ne saurait être gagnée et ne

doit jamais être livrée". Le moment est venu de faire en sorte qu'une telle guerre n'ait jamais lieu. Aussi sommes-nous profondément préoccupés par le fait que jusqu'à maintenant, ces négociations ne semblent pas avoir progressé.

Nous n'ignorons pas, cependant, que les deux puissances ont pris récemment des mesures qui pourraient contribuer à surmonter certains obstacles et fournir un nouveau cadre pour la conclusion d'accords. Nous sommes convaincus que ce n'est pas en augmentant la capacité de destruction par l'accumulation d'armes que l'on accroît la sécurité mais que, bien au contraire, la sécurité véritable ne s'obtient qu'en réduisant les armements. Le désarmement nucléaire - l'objectif ultime étant l'élimination totale des armes nucléaires - est une priorité absolue. Cela dit, le problème d'une réduction équilibrée des armes classiques doit également recevoir, dans ce contexte, l'attention qu'il mérite.

Nous sommes convaincus qu'aucune question ne présente à l'heure actuelle un caractère plus urgent et plus crucial que celle de la cessation de tous les essais nucléaires. Le développement qualitatif et quantitatif des armes nucléaires intensifie la course aux armements. En interdisant complètement les essais en question, on empêcherait un tel développement.

Par ailleurs, il est évident que le perfectionnement continu des armes nucléaires par les Etats qui les détiennent nuit aux efforts visant à empêcher l'acquisition de telles armes par ceux qui jusqu'à présent s'en sont abstenus. Nous devons reconnaître que pas plus qu'on ne peut guérir un toxicomane en lui injectant des doses toujours plus fortes de stupéfiants, on ne peut sauver de la guerre un monde qui s'est laissé intoxiquer par les armements en accumulant des arsenaux toujours plus grands. Le moment est venu de dire : cela suffit!

En octobre 1985 et en février 1986, puis de nouveau en avril cette année, nous avons eu un échange de correspondance avec le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev. Nous les avons instamment priés de procéder à une suspension des essais nucléaires, entièrement vérifiable, tout au moins jusqu'à leur prochaine réunion au sommet. Nous avons proposé en outre que cette suspension soit immédiatement suivie de négociations visant la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous leur avons proposé notre assistance pour assurer une vérification adéquate de la suspension de tels essais.

La considération dont nos propositions ont été l'objet et l'attention internationale que la question des essais nucléaires a suscitée ont été pour nous une source d'encouragement. Nous continuons d'insister pour que le moratoire proclamé unilatéralement par une des deux grandes puissances nucléaires se convertisse, au moins, en un moratoire bilatéral.

Pour faciliter la cessation immédiate des essais nucléaires, nous présentons dans un document séparé une proposition concrète de nature à favoriser des accords de vérification adéquats (voir pièce jointe). Nous sommes disposés à participer, avec les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, à des efforts concertés pour adopter des mesures temporaires. De telles mesures renforceront grandement la confiance dans un moratoire Etats-Unis-URSS et constitueraient une étape importante vers l'instauration d'un système de

vérification adéquat dans le cadre d'un traité d'interdiction complète des essais. Ces mesures pourraient comprendre l'installation de stations de surveillance temporaires dans les polygones d'essais, des dispositions prévoyant l'utilisation des stations existantes aux Etats-Unis et en Union soviétique pour surveiller leur territoire en dehors des polygones d'essais, ainsi que des inspections en cas de grandes explosions chimiques. Nous nous félicitons que les Etats-Unis et l'Union soviétique aient récemment engagé des pourparlers bilatéraux sur la question des essais nucléaires. Nous avons décidé de proposer aux dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique que des experts originaires de nos six pays rencontrent des experts soviétiques et américains afin de leur expliquer en détail nos propositions, d'examiner comment elles pourraient être mises en oeuvre et d'étudier tous autres moyens par lesquels nos six nations pourraient faciliter le contrôle de l'interdiction des essais. Nous renforcerons en outre notre coopération en vue de surveiller et de porter à la connaissance du public les essais en cours. Par ailleurs nos six pays étudieront aussi des mesures susceptibles de permettre aux Etats non dotés d'armes nucléaires de coopérer aux arrangements internationaux de vérification dans le cadre de futurs accords de désarmement nucléaire.

Nous réitérons notre demande tendant à empêcher la course aux armements dans l'espace. L'espace, patrimoine commun de l'humanité, appartient à tous les légataires et, en tant que tels, nous nous opposons à ce que l'espace qui entoure notre planète soit utilisé à des fins destructrices. Il est particulièrement urgent d'arrêter la mise au point d'armes antisatellites, qui mettraient en danger les activités spatiales pacifiques de nombreux pays. Nous prions instamment les dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique de se mettre d'accord pour les essais d'armes antisatellites afin de faciliter la conclusion d'un traité international interdisant de tels essais. L'avertissement que nous avons lancé à New Delhi, à savoir que la mise au point d'armes spatiales compromettrait un certain nombre d'accords relatifs à la limitation des armements et au désarmement, s'avère fondé. Nous insistons pour que les traités existants qui garantissent l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, ainsi que le Traité de 1972 sur la limitation des systèmes de missiles anti-missiles soient pleinement respectés, renforcés et, si nécessaire, élargis afin de tenir compte des derniers progrès techniques.

Malheureusement, le droit international n'a jamais été aussi peu respecté que ces derniers temps. Les droits des pays les plus faibles sont foulés aux pieds impunément. Les traités sont violés au gré des intérêts de certains pays, en particulier des plus forts. Il est impératif, si l'on veut que les efforts en faveur du désarmement nucléaire progressent, que l'Organisation des Nations Unies soit renforcée et que sa Charte, ainsi que les traités relatifs au désarmement, soient respectés aussi bien dans leur lettre que dans leur esprit.

Le gaspillage que représente l'affectation aux armements des ressources limitées dont le monde dispose contraste de façon sinistre et tragique avec la malnutrition chronique, responsable d'une vie de misère et d'une mort précoce - sans parler de la menace omniprésente de la famine - qui est le sort de millions d'êtres humains sur la Terre. La pauvreté et la détresse économique constituent aussi une menace pour la paix et la sécurité internationales. Cette menace est d'autant plus grave pour de nombreux pays en développement, que le problème de la

dette extérieure limite encore les ressources dont ils disposent pour répondre aux besoins urgents et fondamentaux de leurs populations. Le transfert de ressources du domaine militaire au développement économique et social est donc une nécessité vitale de notre époque.

Du Mexique, nous lançons un appel aux dirigeants des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour qu'ils poursuivent et renforcent le dialogue qu'ils ont engagé l'an dernier; fixent une date ferme pour leur prochaine réunion; et veillent, dans un esprit de compromis et de conciliation, à ce que ce dialogue débouche sur des résultats pratiques dans le domaine du désarmement. Chaque camp a la capacité de détruire le monde plusieurs fois. Il n'y a pas lieu de penser que l'un ou l'autre ferait preuve de faiblesse en se montrant conciliant. L'esprit de Genève doit être ravivé et renforcé. Nous soulignons à nouveau notre détermination de contribuer à faciliter un accord entre les Etats dotés d'armes nucléaires, d'oeuvrer avec eux, ainsi qu'avec tous les autres pays, pour la sécurité de l'humanité et pour la paix.

De nouveau, nous prions instamment les peuples, les parlements et les gouvernements de tous les pays d'appuyer activement notre appel. Chaque individu a droit à la paix et a l'obligation de s'efforcer de l'atteindre. Les peuples du monde ne pourront jamais, ensemble ou séparément, effacer de la mémoire de l'humanité l'horreur d'Hiroshima et de Nagasaki, mais ensemble nous pouvons et nous devons écarter cet horrible spectre qui plane sur notre avenir.

Le Président de l'Argentine,
(Signé) Raúl ALFONSIN

Le Président du Mexique,
(Signé) Miguel de la MADRID HURTADO

Le Premier Ministre de la Grèce,
(Signé) Andreas PAPANDEOU

Le premier Président de la
République-Unie de Tanzanie,
(Signé) Julius NYERERE

Le Premier Ministre de l'Inde,
(Signé) Rajiv GANDHI

Le Premier Ministre de la Suède,
(Signé) Ingvar CARLSSON

PIECE JOINTE

Document relatif aux mesures de vérification publié à l'occasion du
Sommet de Mexico le 7 août 1986

1. C'est aux puissances nucléaires que revient la responsabilité de mettre un terme aux essais nucléaires, ce qui contribuerait considérablement à freiner la course aux armements nucléaires. Les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, étant les deux grandes puissances nucléaires, se doivent tout particulièrement d'engager le processus de désarmement nucléaire en mettant un terme immédiat à leurs essais nucléaires. Afin que cette mesure puisse être prise sans délai, les six nations ayant adhéré à l'Initiative de paix lancée par des pays des cinq continents sont prêtes à participer au contrôle d'un moratoire commun ou d'une interdiction des essais.

2. Nous sommes prêts à coopérer avec les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et aussi à prendre certaines mesures nous-mêmes, afin que puisse être mis en place un mécanisme de contrôle approprié.

Contrôle d'un moratoire en coopération avec les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des
Républiques socialistes soviétiques

3. Nous pensons que certaines mesures temporaires pourraient considérablement renforcer la confiance dans un moratoire américano-soviétique et constitueraient un grand pas vers la création d'un système de vérification approprié et l'élaboration ultérieure d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

Possibilité de surveillance des polygones d'essais nucléaires

4. Pour s'assurer que les polygones d'essais, qui sont parfaitement équipés pour les essais nucléaires et où les effets des explosions nucléaires sont bien connus, ne sont pas utilisés pour des essais clandestins, il importe à notre avis de mettre en place des installations de surveillance temporaires sur les polygones d'essais existants.

5. Les trois polygones d'essais récemment utilisés, le Nevada aux Etats-Unis et Semipalatinsk et Novaya Zemlya en Union soviétique, sont des zones géographiquement peu étendues et pourraient être surveillées par un nombre limité de stations sismiques placées sur le territoire de ces deux pays, dans chacune des zones d'essai ou leurs environs.

6. Afin de mettre en place rapidement des stations temporaires sur les polygones d'essais, il conviendrait d'utiliser l'équipement sismique portable disponible et de placer de cinq à huit stations reliées entre elles autour de chaque zone d'essais. Certaines de ces stations pourraient également être équipées d'instruments que s'échangeraient les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique afin de renforcer la confiance mutuelle.

7. Pour ce qui est de l'arrêt par ces deux pays des essais nucléaires, nos six nations sont prêtes à mettre en place rapidement et en coopération avec eux, des

stations de surveillance temporaires sur les polygones d'essais existants et à les faire fonctionner pendant une période initiale d'un an. Toutes les données devront être à la disposition des six nations, des Etats-Unis et de l'Union soviétique. L'analyse des données pourrait être une entreprise commune, et l'analyse préliminaire serait faite sur les polygones mêmes. La surveillance de ces derniers par des instruments installés sur place permettrait d'obtenir des données extrêmement précises et de détecter des explosions de quelques kilotonnes, ou même de quelques tonnes de puissance.

8. On s'attend à détecter un certain nombre de tremblements de terre sur les polygones d'essais. Leur nombre et leur importance ne seront pas les mêmes sur les trois polygones. Afin de réduire le risque de prendre ces tremblements de terre de surface pour des explosions nucléaires, on pourrait envisager de créer un mécanisme d'inspection locale sur les polygones d'essais. Cette mesure revêtirait une importance extrême au cours de la période initiale, au moment de l'enregistrement des données sur les polygones mêmes. Nos six nations sont prêtes à participer à ces inspections menées en coopération avec le pays hôte.

Possibilité de surveillance des territoires des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique en dehors des polygones d'essais

9. Afin de s'assurer qu'aucune explosion nucléaire n'a lieu et que l'on ne prendra pas les séismes naturels pour des essais nucléaires clandestins, il sera nécessaire de surveiller l'ensemble des événements se déroulant sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

10. Outre les polygones d'essais, il y a dans les deux pays des zones que l'on pourrait juger plus important de surveiller. Par exemple, la présence de grandes cavités ou de roches éboulées qui réduisent la force des signaux sismiques augmente les possibilités d'effectuer des essais non détectés. Les régions où la sismicité est superficielle peuvent aussi être importantes. Il serait peut-être souhaitable de déterminer des arrangements spécifiques de vérification dans certaines de ces régions, et nos six nations se tiennent prêtes à coopérer avec les Etats-Unis et l'Union soviétique sur cette question.

11. Il existe aujourd'hui un grand nombre de stations sismologiques qui enregistrent les séismes locaux, tant aux Etats-Unis qu'en Union soviétique. Certaines de ces stations ne sont peut-être pas actuellement équipées des instruments les plus modernes et les plus sensibles, et leur emplacement n'est peut-être pas le meilleur pour surveiller l'application d'un moratoire ou le respect d'une interdiction complète des essais. Néanmoins, elles sont opérationnelles aujourd'hui et pourraient être très utiles au départ pour améliorer rapidement les capacités actuelles de surveillance. Une question importante est de s'assurer de l'exactitude des mesures enregistrées à ces stations.

12. Pour ce faire, on pourrait "internationaliser" un certain nombre de stations, 20 à 30 provisoirement, dans chacun des deux pays en y plaçant des observateurs de nos six nations. Leur tâche serait de vérifier que les instruments sont utilisés convenablement et que tous les renseignements obtenus sont signalés, sans

omission. Nous sommes prêts à mettre au point les arrangements nécessaires, ce qui pourrait se faire assez rapidement, et à fournir des observateurs pour une période initiale d'un an.

13. Pour remplacer ces mesures temporaires par des arrangements permanents, nos experts sont prêts à coopérer avec des experts des Etats-Unis et de l'Union soviétique à la mise au point de mécanismes permanents de vérification sur les lieux des essais, et au développement d'un réseau optimal de stations à l'intérieur des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

Possibilités d'inspection en cas de grandes explosions chimiques

14. Pour que les grandes explosions chimiques auxquelles on procéderait pendant un moratoire ne soient pas interprétées à tort comme des essais nucléaires, nous sommes prêts à établir, de concert avec les Etats-Unis et l'Union soviétique, des procédures d'inspection sur place en cas de grandes explosions chimiques et à prendre part à de telles inspections.

Activités de nos six pays, indépendamment des Etats-Unis et de l'Union soviétique

15. Pour rendre possible l'adoption de mesures efficaces de vérification, nos six pays prendront un certain nombre d'initiatives techniques, indépendamment des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Nous renforcerons notre coopération mutuelle en vue de surveiller les activités expérimentales en cours et de les annoncer. Cela exigera un échange rapide de données concernant les explosions présumées ainsi que des consultations techniques officieuses sur la nature des événements observés. Nos pays publieront conjointement des statistiques annuelles sur les activités expérimentales menées dans les Etats dotés d'armes nucléaires. A cette fin, de nouveaux efforts seront également déployés pour perfectionner nos mécanismes nationaux de vérification en vue d'arriver à une capacité de surveillance encore supérieure et mieux équilibrée en ce qui concerne les polygones d'essais existants.

16. Nous appuierons également la création d'un système international de vérification en participant activement aux travaux du Groupe d'experts scientifiques sur la question, à la Conférence du désarmement à Genève. Nos six nations examineront aussi des mesures par lesquelles les Etats non dotés d'armes nucléaires pourront apporter leur concours aux arrangements internationaux de vérification concernant le désarmement nucléaire futur.

Consultations d'experts avec les Etats-Unis et l'Union soviétique

17. Nous avons proposé aux dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique que des experts de nos six nations aient des entretiens avec des experts soviétiques et américains. Le but d'une telle rencontre serait d'expliquer en détail les propositions énoncées dans le présent document, d'examiner les moyens de les appliquer et d'explorer d'autres méthodes par lesquelles nos six pays pourraient faciliter une vérification quant à l'interdiction des essais.

ANNEXE II

Lettre datée du 7 août 1986, adressée au Secrétaire général du Parti communiste de l'Union des Républiques socialistes soviétiques par le Président de l'Argentine, le Premier Ministre de la Grèce, le Premier Ministre de l'Inde, le Président du Mexique, le premier Président de la République-Unie de Tanzanie et le Premier Ministre de la Suède

Dans les lettres que nous vous avons adressées les 24 octobre 1985 et 28 février et 10 avril 1986, nous souhaitons très vivement que les négociations qui se déroulent actuellement entre votre pays et les Etats-Unis aboutissent à des résultats positifs.

Vous vous souviendrez que nous vous demandions, ainsi qu'au président Reagan, de décider l'un et l'autre la suspension des essais nucléaires, au moins jusqu'à votre prochaine réunion au sommet. Nous vous remercions sincèrement d'avoir, pour votre part, prolongé la suspension de tous les essais nucléaires de votre pays.

Comme vous le savez, nous venons de nous réunir deux jours à Ixtapa (Mexique) afin de nous entretenir des moyens par lesquels nous pourrions peut-être aider à faire progresser le contrôle des armements et le désarmement. Nous avons adopté aujourd'hui la Déclaration de Mexico, dont le texte vous sera dûment communiqué.

Nous pensons pouvoir être utiles en ce qui concerne la vérification. Nous avons indiqué dans un document distinct quelques idées concrètes quant à la manière dont nous pourrions aider dans ce domaine.

Nous constatons avec satisfaction que l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis ont récemment engagé des entretiens bilatéraux sur des questions se rapportant aux essais nucléaires. Nous vous proposons que des experts de nos six pays se réunissent avec vos experts et les experts américains. Les détails concernant la date et le lieu de ces réunions pourraient être fixés en consultation. L'objet serait d'expliquer en détail les propositions que nous avons présentées, de discuter de la manière dont elles pourraient être concrétisées et d'explorer par quels autres moyens nos six pays pourraient aider à mieux vérifier que l'interdiction des essais nucléaires est respectée. Nous suggérons d'établir un ordre du jour très souple, recouvrant toutes les questions relatives à la vérification que vos experts pourraient juger importantes. Nous espérons, en adressant cette invitation au Président des Etats-Unis et à vous-même, pouvoir éventuellement être utiles dans ce domaine crucial.

Le Président de l'Argentine,
(Signé) Raúl ALFONSIN

Le Président du Mexique,
(Signé) Miguel de la MADRID HURTADO

Le Premier Ministre de la Grèce,
(Signé) Andreas PAPANDEOU

Le premier Président de la
République-Unie de Tanzanie,
(Signé) Julius NYERERE

Le Premier Ministre de l'Inde,
(Signé) Rajiv GANDHI

Le Premier Ministre de la Suède,
(Signé) Ingvar CARLSSON

ANNEXE III

Lettre datée du 7 août 1986, adressée au Président des Etats-Unis d'Amérique par le Président de l'Argentine, le Premier Ministre de la Grèce, le Premier Ministre de l'Inde, le Président du Mexique, le premier Président de la République-Unie de Tanzanie et le Premier Ministre de la Suède

Dans les lettres que nous vous avons adressées les 24 octobre 1985 et 28 février et 10 avril 1986, nous souhaitions très vivement que les négociations qui se déroulent actuellement entre votre pays et l'Union soviétique aboutissent à des résultats positifs.

Nous avons été encouragés par vos réponses et nous vous remercions des idées précises et concrètes que vous avez formulées au sujet des essais nucléaires.

Comme vous le savez, nous venons de nous réunir deux jours à Ixtapa (Mexique) afin de nous entretenir des moyens par lesquels nous pourrions peut-être aider à faire progresser le contrôle des armements et le désarmement. Nous avons adopté aujourd'hui la Déclaration de Mexico, dont le texte vous sera dûment communiqué.

Nous pensons pouvoir être utiles en ce qui concerne la vérification. Nous avons indiqué dans un document distinct quelques idées concrètes quant à la manière dont nous pourrions aider dans ce domaine.

Nous constatons avec satisfaction que les Etats-Unis et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont récemment engagé des entretiens bilatéraux sur des questions se rapportant aux essais nucléaires. Nous vous proposons que des experts de nos six pays se réunissent avec vos experts et les experts soviétiques. Les détails concernant la date et le lieu de ces réunions pourraient être fixés en consultation. L'objet serait d'expliquer en détail les propositions que nous avons présentées, de discuter de la manière dont elles pourraient être concrétisées et d'explorer par quels autres moyens nos six pays pourraient aider à mieux vérifier que l'interdiction des essais nucléaires est respectée. Nous suggérons d'établir un ordre du jour très souple, recouvrant toutes les questions relatives à la vérification que vos experts pourraient juger importantes. Nous espérons en adressant cette invitation au Secrétaire général du Parti communiste de l'URSS et à vous-même, pouvoir éventuellement être utiles dans ce domaine crucial.

Le Président de l'Argentine,
(Signé) Raúl ALFONSIN

Le Président du Mexique,
(Signé) Miguel de la MADRID HURTADO

Le Premier Ministre de la Grèce,
(Signé) Andreas PAPANDEOU

Le premier Président de la
République-Unie de Tanzanie,
(Signé) Julius NYERERE

Le Premier Ministre de l'Inde,
(Signé) Rajiv GANDHI

Le Premier Ministre de la Suède,
(Signé) Ingvar CARLSSON